

Le 11 octobre 2022, à l'Institut National du Service Public, le ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques a présenté le plan de formation à la transition écologique des cadres de la fonction publique, aux côtés des ministres de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, de l'Enseignement supérieur et de la recherche et de la Transition énergétique.

Cette formation des cadres a été voulue par la Première ministre et s'inscrit dans le plan de sobriété énergétique présenté le 6 octobre 2022.

L'objectif est de former l'ensemble des agents de la fonction publique à la transition écologique d'ici à la fin du quinquennat en 2027. Cette formation consiste à approfondir les connaissances des cadres supérieurs de l'État sur les trois crises écologiques, à savoir la crise climatique, la crise des ressources naturelles et la crise de la biodiversité. Il s'agit également de favoriser les échanges pour identifier les leviers mis en œuvre et les bonnes pratiques.

Plus globalement, l'objectif est de mettre l'administration en mouvement face aux enjeux écologiques. Pour ce faire, le gouvernement va procéder par étapes. En effet, 25 000 cadres supérieurs de la fonction publique de l'État ont été formés en priorité à la transition écologique dès le mois d'octobre 2022, en commençant par 220 directeurs d'administrations centrales.

Ensuite, à partir de janvier 2023, 300 autres cadres dirigeants (ambassadeurs, préfets...) ont reçu cette formation. À partir de juillet 2023, il a été prévu que 1 500 cadres de l'État soient formés par mois en moyenne.

Enfin, à partir de décembre 2024, cette formation concernera 12 000 cadres de la fonction publique territoriale ainsi que 4 000 cadres de la fonction publique hospitalière.

Concernant le contenu de la formation, cette dernière se fera en trois modules :

- comprendre : il s'agit de développer une compréhension des grands enjeux climatiques à travers des ateliers de sensibilisation et de conférences d'experts sur les trois crises ;
- se projeter : les agents iront à la rencontre d'acteurs inspirants ayant déjà opéré la transformation de leur activité, avec des ateliers et des visites sur le terrain ;
- agir : il s'agit d'une restitution de l'agent à ses équipes ainsi que d'une élaboration d'un plan d'action propre à son administration pour réaliser la transition écologique.

Pour garantir la qualité du contenu de la formation et la mobilisation des réseaux scientifiques au plus près des territoires, un groupe d'appui et d'expertise scientifique a été lancé par le ministère de la Transition écologique. La formation s'appuiera donc sur une centaine d'experts, scientifiques, climatologues, élus, acteurs de la société civile engagés sur les sujets écologiques et environnementaux, associations environnementales, ONG ou encore organisations syndicales et universitaires.

Selon la Première ministre, le nombre de hauts fonctionnaires ayant reçu la formation est de près de mille en août 2023. Le gouvernement a également fait appel à des agents prêts à devenir formateurs et 1 500 se sont portés volontaires. Le gouvernement a également finalisé la passation des marchés publics correspondants au cabinet Nicomak pour l'atelier de sensibilisation et à l'association « Nos vies bas carbone ».